



Mauritanie

Ahmed Oud Bah
Ministre de l'Éducation Nationale



Monsieur, Ahmed Ould Bah est né le 29 juin 1958. Il est titulaire d'un Doctorat en Droit de l'université de Bordeaux I après une Maîtrise en Droit des Affaires de l'Université de Dakar. Professeur à l'Université de Nouakchott depuis 1989, il est depuis 1995 Conseiller du PDG de la Banque Nationale de Mauritanie (BNM), Directeur Administratif de cette institution en 1997 et devient en 2003 son Secrétaire Général. Membre fondateur de l'Association Initiative Civique, il est le Président du jury du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA) depuis 1995. Il est depuis septembre 2008 Ministre de l'Éducation Nationale.

Éducation pour l'inclusion : Défis à relever

La Conférence Internationale de l'Éducation coïncidera avec l'accès à l'indépendance de la Mauritanie, le 28 novembre 1960. Depuis cette date le pays a inscrit l'Éducation dans ces priorités politiques. Près d'un demi-siècle de combat mené intensément en faveur de l'éducation a permis à la Mauritanie d'enregistrer des progrès satisfaisants. En effet, d'un taux de scolarisation de moins de 5% en 1960, le pays a enregistré en 2007 un TBS de 97%, marquant ainsi de son caractère ostentatoire la volonté politique manifestée par les pouvoirs publics.

Durant cette période, plusieurs réformes ont été introduites afin d'articuler l'émancipation des mauritaniens à l'environnement socioculturel du pays tout en répondant aux exigences du développement économique local, régional et international. La réforme dernière en date a été votée par le Parlement le 26 avril 1999, promulguée par la Loi 99/012.

Par cette réforme structurelle dont l'objectif est la scolarisation universelle, - qui s'articule autour des principaux axes suivants : i) la réduction du caractère onéreux du système par l'unification du système éducatif bicéphale qui le caractérisait ; ii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement notamment du 1er cycle secondaire ; iii) le renforcement de l'enseignement des langues étrangères, la Mauritanie s'engage à mener tous les enfants à l'école et donc offrir une éducation inclusive.

Cette réforme est soutenue par le Programme National de Développement du Secteur de l'Éducation (PNDSE), impulsée par le forum de Dakar (2000), qui a bénéficié d'un large soutien des partenaires techniques et financiers. La mise en œuvre de ce programme a largement contribué aux succès obtenus, en particulier au niveau du fondamental, à travers notamment :

- L'accroissement de la capacité d'accueil par la construction de nouvelles salles de classe et le recrutement de maître ;
- A la résorption des disparités genres et régionales par l'adoption d'une loi rendant obligation de scolariser les enfants de 6-14 ans et une politique ciblant les plus défavorisés notamment les filles en milieu rural ;



- A la baisse du taux de redoublement et de celui de l'encadrement pédagogique ;
- A l'élaboration, l'expérimentation et la généralisation des nouveaux programmes et la prise en compte des modules spécifiques.

Naturellement des défis restent à relever afin de lever les obstacles rédhibitoires qui viendraient annuler les efforts déployés. Il s'agit particulièrement :

- D'améliorer l'achèvement du cycle fondamental de façon à favoriser l'alphabétisation durable ;
- D'assurer une transition entre le primaire et le premier cycle du secondaire pour une scolarisation de base répondant aux besoins du marché de l'emploi ;
- De l'absence et/ou la faiblesse de compétences centrales et régionales ;
- Du développement de la sédentarisation anarchique ;
- De la formation initiale et continue des maîtres ;
- Des conditions de travail difficiles pour les enseignants et notamment dans les zones difficiles d'accès ;
- Un pont sur la qualité.

Ses défis ne pourront être relevés sans un soutien continu et indéfectible de nos partenaires techniques et financiers et nous espérons, dans les années à venir, continuer à en bénéficier afin de consolider les acquis pour un achèvement universel et d'améliorer la qualité de l'enseignement gage de tout développement économique et social d'un pays.